

MARCHE DU RCD

Ould-Kablia dit niet

Les services de la Wilaya d'Alger n'ont pas mis plus de 24 heures pour signifier au RCD, qui avait introduit mercredi après-midi, une demande d'autorisation pour une marche pacifique à Alger le mardi 18 novembre, que l'interdit qui frappe les manifestations publiques dans la capitale reste de vigueur. Soumis à l'épreuve de vérité, le ministre de l'Intérieur Ould-Kablia, qui au lendemain des émeutes du jeudi 6 janvier a affirmé que les partis ne sollicitent pas des autorisations pour des manifestations pacifiques, s'est vite déjugé.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir)- Jeudi, en effet, à la mi-journée, la Wilaya d'Alger a notifié l'interdiction de la marche au RCD. Dans un communiqué rendu public le jour même, le RCD a informé que les autorités n'ont pas jugé utile de motiver leur refus. «Après 24 heures de tergiversations, le ministère de l'Intérieur vient d'opposer, sans la moindre explication, un refus catégorique à la demande d'autorisation de marche du RCD», écrit le RCD, ajoutant que «déplorer les violences de manifestants après avoir infiltré des délinquants dans leurs rangs ; refuser les manifestations paci-

fiques à l'opposition et la faire accuser par ses relais de démission ou d'abandon ; fermer la scène politique et médiatique et espérer la stabilité participent à la fois de la peur et de l'irresponsabilité». Le parti dit comprendre ce refus comme un aveu du désarroi du pouvoir. «Ce refus est un aveu.

Il est l'expression d'un pouvoir aux abois, miné par ses déchirements et plus que jamais obsédé par ses seuls intérêts.»

Quelle attitude le RCD observera-t-il face à ce refus ? La décision sera dégagee aujourd'hui à l'occasion de la réunion de la session ordinaire

de son conseil national. «Le RCD prend acte de cette fuite en avant et évaluera la situation lors de son conseil national du 15 janvier 2011.

Le Rassemblement y étudiera les réponses à adopter face à une dérive politique qui précipite l'Algérie dans le désespoir et la colère et la singularise un peu plus dans le monde en tant que pays squatté par des clans qui n'ont que la souveraineté politique et économique nationale à offrir à leurs partenaires pour survivre.»

Cela étant, il est plus qu'utile de rappeler qu'au moment où le pays brûlait de mille feux, suite aux émeutes qui ont éclaté le jeudi 6 janvier, le ministre de l'Intérieur a reproché aux partis politiques de ne pas relayer les contestations sociales à travers des manifestations pacifiques.

Il est allé même jusqu'à accuser les partis politiques de ne pas y solliciter des demandes d'autorisation. Moins d'une semaine après

avoir fait cette déclaration, le voilà-t-il qu'il répond négativement à une demande d'autorisation de marche pacifique. Du coup, c'est le ministre de l'Intérieur et non les partis politiques qui, en la matière, est à accabler de reproches.

Par sa décision de ne pas autoriser la marche que le RCD projetait d'organiser le mardi 18 janvier, le pouvoir atteste qu'il maintient l'interdiction des manifestations publiques dans la capitale. La disposition réglementaire a été

prise, rappelons-le, le 18 juin 2001, après la grande déferlante des citoyens de Kabylie sur Alger.

Rappelons aussi que le pays vit sous l'état de siège depuis 19 ans.

S. A. I.

Le RCD maintient l'organisation de la marche

Dans un communiqué parvenu à notre rédaction, le parti de Saïd Sadi affirme que «le secrétariat national du RCD s'est réuni le 14 janvier 2011. La préparation du conseil national, prévu pour le lendemain, 15 janvier, s'est appliquée à établir l'ordre du jour en fonction de la situation politique et sociale prévalant dans le pays et la région. L'évolution tunisienne démontre que la fermeture et la répression ne peuvent en aucune façon constituer des réponses durables aux demandes de liberté et de justice.

Concernant l'analyse de la situation algérienne, la direction nationale du RCD observe que les réflexes de violence et de censure sont toujours privilégiés par un système politique sourd et coupé des réalités politiques et sociales du pays. A ce titre, le refus injustifié et injustifiable opposé par le ministère de l'Intérieur à la demande d'autorisation de la marche du RCD est une décision irresponsable et inadmissible.

La direction nationale du Rassemblement décide du maintien du principe de la marche et débattrà en conseil national des modalités de sa mise en œuvre. On ne peut indéfiniment censurer, corrompre et réprimer et se plaindre des débordements qui découlent mécaniquement d'une telle politique.

Le RCD a toujours pris ses responsabilités à chaque phase déterminante pour le destin de la nation. Il appartient à tout un chacun d'en faire de même».

PRIX DU SUCRE ET DE L'HUILE

La divergence entre Benbada et Cevital s'atténue

La divergence entre le ministère du Commerce et Cevital sur le prix du sucre et de l'huile semble s'atténuer, à en croire le P-dg de ce groupe, Issaad Rebrab, alors qu'un Conseil interministériel était prévu jeudi dernier.

Chérif Bennaceur – Alger (Le Soir)- Un deuxième Conseil interministériel avait été annoncé, jeudi dernier, dans le but de parachever le dispositif juridique et organisationnel relatif à la régulation des prix et la définition de la marge bénéficiaire des produits de large consommation. Il s'agissait, selon le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, cité par les agences de presse, d'«examiner des décrets

exécutifs prévus par les lois relatives à la concurrence et aux pratiques commerciales». Il était également question de «définir les mécanismes à redynamiser et les ministères concernés par cette opération» selon M. Benbada qui a affirmé la volonté des pouvoirs publics d'«organiser le marché, même si une telle démarche nécessite du temps». En attendant de connaître leur teneur, les dispositions qui seront prises complètent celles décidées, samedi dernier, en termes d'exonération et suspensions fiscales et douanières et devant permettre le recul des prix du sucre et de l'huile. Dans cet objectif, le département du commerce et les opérateurs du secteur avaient, dimanche dernier, convenu le plafonnement des prix de

ces deux produits (à 90 DA le kilogramme de sucre et 600 DA la bonbonne de 5 litres ). Néanmoins, une divergence a paru entre le ministère du Commerce et le groupe Cevital, suspecté de non-respect de l'accord de plafonnement et de démarche commerciale déloyale. Une mise en demeure avait été même adressée à cet opérateur pour s'expliquer sur ses prix et se conformer aux termes de l'accord, malgré les justifications de Cevital. Or, cette divergence semble s'atténuer, à en croire le P-dg de Cevital, Issad Rebrab. Dans une interview accordée jeudi au journal électronique TSA, le manager de la holding Cevital revient sur sa rencontre avec le ministère du Commerce. Ecartant l'existence d'un bras de fer, Issad Rebrab a affirmé que ses interlocuteurs ont reconnu que Cevital ne pratique aucun dumping (vente à perte). Mais aussi que Cevital respecte «scrupuleusement» l'accord pris le 9 janvier et qui stipule que «les opérateurs doivent s'engager à vendre les produits à des prix qui permettront aux commerçants détaillants de vendre aux prix arrêtés». Et Issad Rebrab d'affirmer que «Cevital a répercuté intégralement les taxes supprimés sur ses anciens prix et vend avec des prix et une marge bénéficiaire correcte». Toutefois, Cevital a été invité à relever les prix de l'huile, tandis que pour le sucre, la capacité nationale de raffinage risque de pâtir de la concurrence internationale. A ce propos, Issaad Rebrab suggère le gel de l'exonération des droits de douane et de la TVA sur le sucre blanc importé et s'étonne du maintien des taxes à l'importation de l'huile raffinée. De même que les prix fixés par Cevital répondent, selon le manager, à la volonté de protéger le

marché national face à la concurrence étrangère. Tout en réfutant une démarche monopolistique de son groupe, Issad Rebrab a néanmoins estimé que la surcapacité actuelle dans la production de sucre bride l'engagement d'investissements lourds. En outre, le P-dg de Cevital a affirmé que sa société «Cevital n'a jamais exigé des grossistes ou autres opérateurs de nouvelles pièces pour la vente de ses produits. Il n'a jamais exigé de paiement par chèque pour les transactions supérieures à 500 000 DA et dont l'obligation entrera en vigueur le 31 mars prochain».

C. B.

VENTES SANS FACTURES  
Le chiffre d'affaires évalué à 60 milliards de dinars

Le chiffre d'affaires dissimulé des ventes sans facturation a atteint quelque 60 milliards de dinars en 2009, selon le directeur du contrôle économique et de la répression des fraudes, au ministère du Commerce, Abdelhamid Boukahnoune. Intervenant à la Radio nationale, ce responsable a indiqué que 170 000 infractions à la pratique réglementaire des prix avaient été relevées par les services de contrôle en 2009.

Ces infractions concernent, en premier lieu, le défaut de facturation et l'exercice d'activité sans registre du commerce. Désormais, les services de contrôle disposent de l'assise juridique pour contrôler les prix grâce aux amendements introduits en juillet dernier de la loi sur les pratiques commerciales et la concurrence. «Ils disposent aujourd'hui des moyens juridiques pour contrôler et réprimer toute infraction qualifiée de pratique illicite des prix quand ceux-ci ne correspondent pas à la réglementation», a-t-il ajouté.

C. B.

ÉMEUTES DE LA SEMAINE PASSÉE EN ALGÉRIE

Le PS français déplore la mort de manifestants

Le Parti socialiste français, dont plusieurs de ses dirigeants ont visité l'Algérie à la fin de l'année 2010, vient de s'exprimer sur la situation d'émeute qui a prévalu dans le pays. Que François Hollande s'y soit entretenu avec Abdelaziz Belkhadem, le secrétaire général du FLN et ministre d'Etat, représentant personnel du président Bouteflika, ne saurait donc être interprété comme un soutien du PS au pouvoir algérien.

Preuve en est que le PS vient de brocarder le pouvoir algérien, à travers une déclaration qui ne souffre d'aucune ambiguïté. «Le Parti socialiste a suivi avec beaucoup d'inquiétude les graves événements qui se sont déroulés ces derniers jours dans de nombreuses villes

d'Algérie. Ils témoignent des souffrances d'une grande partie de la population, notamment des jeunes, victimes d'une situation sociale et économique extrêmement précaire.

Pourtant, l'Algérie est un pays riche et ne manque pas de moyens financiers pour mener de véritables projets de développement économique. Mais il faut pour cela assurer un partage équitable des richesses et développer les droits économiques et sociaux de la population alors qu'aujourd'hui la captation des ressources par une minorité est la règle.»

Le Parti socialiste français ne s'est pas limité à l'établissement de ce constat. Il a déploré et condamné la mort de manifestants durant les événements. «Le Parti socialiste condamne la

violence et déplore la mort de plusieurs manifestants au cours de ces événements. Il tient à assurer les familles et les proches des victimes de sa sympathie et de ses condoléances.

Répondre par la force et par la répression aux mécontentements populaires est la pire des solutions», a affirmé, ferme, le PS qui, par ailleurs, s'est déclaré «attaché aux relations d'amitié entre la France et l'Algérie et entre les deux peuples, le Parti socialiste tient à exprimer sa solidarité avec toutes les forces démocratiques en Algérie qui partagent les valeurs de libertés et de justice, et les assure de sa volonté de les soutenir».

S. A. I.

FISCALITÉ  
L'internet au service des entreprises

L'utilisation de l'internet pour les déclarations fiscales des entreprises économiques est lancée. Un nouveau service on-line sera opérationnel, dans les mois prochains, au niveau de la Direction des grandes entreprises relevant de la Direction générale des impôts (DGI). Cette procédure sera appliquée, dans un premier temps, à titre d'essai dans certaines grandes entreprises avant sa généralisation aux autres. Lors d'une rencontre d'opérateurs économiques et représentants des Chambres de commerce et d'industrie de l'ouest du pays, tenue jeudi à Oran, le directeur général des impôts, Abderrahmane Raouya, a indiqué que ce service entre dans le cadre de la modernisation de l'administration fiscale. Cette nouvelle prestation épargnera ainsi aux contribuables le déplacement à la Direction des impôts pour présenter leurs déclarations. En outre, M. Raouya a indiqué que le portefeuille de la Direction des grandes entreprises sera bientôt élargi aux opérateurs économiques à travers les différentes wilayas du pays, afin d'«améliorer le rendement de l'administration fiscale». Et d'autant que la stratégie de modernisation a impacté sur le recouvrement des recettes fiscales, en forte croissance, évaluée à 1 200 milliards de dinars en 2010 contre 1 000 milliards de dinars en 2009. En outre, le DG des impôts a rappelé que le programme de modernisation accorde un grand intérêt à la valorisation des ressources humaines, à travers l'élaboration d'un plan de formation et de recyclage du personnel sectoriel.

C. B.